DE LA SALLE DE CLASSE AU BUREAU : LA SEXTORSION, CETTE TAXE INVISIBLE SUR LA DIGNITÉ ET L'AVENIR DE LA JEUNE FEMME EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Par Patricia KASOKI | Mars 2026

Introduction : Le péage de l'ombre

En République Démocratique du Congo, le récit national valorise l'éducation comme le moteur du développement et l'ascenseur social par excellence. On enseigne à la jeunesse que le travail, la discipline et le mérite sont les seules clés du succès. Pourtant, pour une jeune femme congolaise, ce discours officiel cache une réalité brutale et asymétrique. Il existe un péage invisible, une taxe sur la pudeur et la dignité que ses collègues masculins n'ont jamais à acquitter : la sextorsion.

Cette forme de corruption, où le corps devient la monnaie d'échange forcée pour obtenir des points, un stage ou un emploi, n'est pas un incident de parcours isolé. C'est un système prédateur, tentaculaire, qui prend racine dès les bancs de l'école secondaire, s'épanouit dans les auditoires universitaires et finit par gangréner le monde professionnel. À travers mon parcours scolaire, académique et professionnel, de la province aux grandes cités universitaires, j'ai été le témoin et la victime de ce marchandage de l'humain. Cet essai se propose d'analyser ce cycle de corruption sexuelle, non pas comme un simple fait divers, mais comme un crime structurel qui hypothèque l'avenir de toute une nation.

I. L'école secondaire : L'innocence brisée par la craie

Tout commence souvent dans la fragilité de l'adolescence. Je me souviens de mes années au secondaire, une période où l'on devrait se construire intellectuellement. J'étais une élève passionnée par les mathématiques, une discipline exigeante qui demande rigueur et logique. Mais cette rigueur s'est heurtée à la perversion de ceux censés nous guider. Mon professeur de l'époque ne voyait pas en moi une intelligence à polir, mais une proie à séduire.

© 2026 Patricia KASOKI*. Tous droits réservés. Publié pour la première fois dans le cadre du Concours de rédaction pour les jeunes de la République Démocratique du Congo organisé par l'initiative GRACE (Initiative globale pour l'éducation et l'autonomisation des jeunes en matière de lutte contre la corruption) de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, en mars 2026. Aucune partie de cet essai ne peut être reproduite ou republiée sans l'autorisation écrite de l'auteur.*

Le chantage était feutré, presque poli au début, puis devenait une menace sourde sur mes résultats. J'ai dû faire un choix radical : fuir. J'ai changé d'institution, espérant trouver un sanctuaire de savoir. Hélas, le décor changeait, mais le scénario restait identique. Le prédateur portait simplement un autre nom, une autre veste. C'est ici que naît la première grande injustice de genre : pendant que mes camarades garçons pouvaient passer leurs nuits à réviser leurs équations, je devais passer les miennes à élaborer des stratégies de défense, à calculer mes trajets pour éviter les tête-à-tête forcés, et à porter le poids d'une culpabilité qui n'était pas la mienne. Pour une jeune fille en RDC, étudier est déjà un acte de résistance physique.

II. L'auditoire universitaire : Le marché des points et la mise en scène du vice

À l'université, là où l'on est censé apprendre la justice et l'équité, le vice a pris une dimension systémique et presque théâtrale. La corruption n'était plus une transaction honteuse dans un bureau sombre ; elle s'affichait avec une arrogance déconcertante.

Je garde en mémoire ces scènes surréalistes lors des sessions de cours dispensées par des professeurs visiteurs. Ces hommes, investis d'un pouvoir académique absolu et éphémère, transformaient les auditoires en foires charnelles. Pour obtenir des points de passage, certaines de mes camarades, acculées par le système ou séduites par la facilité, avaient normalisé l'impensable. Elles venaient s'asseoir au premier banc, vêtues de minijupes provocantes, parfois sans sous-vêtements, offrant leur anatomie comme un argument pédagogique au professeur.

Le rituel était rodé, connu de tous, des autorités décanales aux simples appariteurs. « Après le cours, cette demoiselle me ramènera les copies de vos travaux pratiques (TP) », lançait souvent le professeur avec un sourire entendu. Tout le monde comprenait la destination réelle de ces copies. Le silence de l'auditoire, ce silence lourd de centaines d'étudiants, était la signature de notre défaite collective. Ici, le savoir n'était plus une conquête de l'esprit, mais une transaction de la chair.

III. Pourquoi les hommes sont-ils épargnés ? L'injustice structurelle de genre

C'est ici qu'il faut s'arrêter sur une question fondamentale : qu'en est-il des hommes ? Pourquoi, dans cette course aux points et aux opportunités, ne leur demande-t-on jamais de

© *2026* Patricia KASOKI. *Tous droits réservés. Publié pour la première fois dans le cadre du Concours de rédaction pour les jeunes de la République Démocratique du Congo organisé par l'initiative GRACE (Initiative globale pour l'éducation et l'autonomisation des jeunes en matière de lutte contre la corruption) de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, en mars 2026. Aucune partie de cet essai ne peut être reproduite ou republiée sans l'autorisation écrite de l'auteur.*

marcher sur leur dignité corporelle ? Un étudiant peut être médiocre, il peut même tenter de corrompre un professeur avec de l'argent, mais son intégrité physique n'est jamais le prix à payer.

Cette asymétrie révèle le caractère patriarcal de la corruption en RDC. Le corps de la femme est perçu comme une ressource naturelle que les hommes en position de pouvoir s'autorisent à exploiter. Ce déséquilibre de genre crée une double peine : la femme doit être deux fois plus compétente pour être respectée, ou alors elle doit accepter de s'aliéner pour survivre. Cette réalité détruit la confiance en soi des jeunes femmes et installe l'idée que leur cerveau aura toujours moins de valeur que leur apparence.

IV. Le mirage des diplômes et le réveil brutal du marché

Quel est le résultat final de cette « monnaie d'échange » ? Le réveil est brutal. Aujourd'hui, en marchant dans les rues de nos villes, je croise d'anciennes camarades, celles qui brillaient au premier banc par leur audace vestimentaire plutôt que par leur maîtrise des matières acquises. Beaucoup déambulent sans but, ou survivent en vendant au marché, leurs diplômes de licence ou de master soigneusement rangés dans des tiroirs poussiéreux.

Ces diplômes, obtenus sur l'oreiller, se révèlent être des coquilles vides face à la réalité impitoyable du marché de l'emploi. Le sexe donne les points, mais il ne donne pas la compétence. En favorisant la sextorsion, le système éducatif congolais produit des « diplômés fantômes », des techniciens qui ne savent pas construire, des juristes qui ne savent pas plaider. C’est une tragédie nationale : nous gaspillons notre capital humain. La corruption sexuelle ne détruit pas seulement la morale ; elle assassine l'économie et le développement du pays en disqualifiant le mérite réel au profit de la médiocrité récompensée.

V. Le monde professionnel : Le règne des « vieux papas »

Le calvaire ne s'arrête pas aux portes de l'université. En entrant dans la vie active, la jeune diplômée se heurte à une nouvelle figure : le « vieux papa » de l'administration ou de l'entreprise. Ces hommes, souvent pères de famille et respectés dans leurs églises, accueillent les stagiaires et les nouvelles recrues avec une phrase qui sonne comme un verdict : « Vous savez déjà comment ça se passe ici ».

© *2026* Patricia KASOKI. *Tous droits réservés. Publié pour la première fois dans le cadre du Concours de rédaction pour les jeunes de la République Démocratique du Congo organisé par l’initiative GRACE (Initiative globale pour l'éducation et l'autonomisation des jeunes en matière de lutte contre la corruption) de l’Office des Nations unies contre la drogue et le crime, en mars 2026. Aucune partie de cet essai ne peut être reproduite ou republiée sans l’autorisation écrite de l’auteur.*

Ce code est une invitation au lit en échange d'une signature, d'une recommandation ou d'une permanence. Même au sein des familles, le tabou est tel que certains pères ferment les yeux sur les abus subis par leurs filles, pourvu que celles-ci ramènent un salaire ou un grade. La dignité est sacrifiée sur l'autel de la survie économique.

VI. Le renversement de la culpabilité et l'impunité juridique

En tant qu ' activiste des droits humains, ce qui m'indigne le plus est le renversement de la culpabilité. En RDC, celle qui prend le courage de dénoncer est immédiatement pointée du doigt par la communauté. On l'accuse d'avoir "provoqué" le bourreau, on scrute sa tenue, on remet en question sa moralité. Le bourreau, lui, bénéficie d'une solidarité masculine et institutionnelle.

Sur le plan juridique, bien que le harcèlement sexuel et la corruption soient punis par le Code pénal, les preuves sont difficiles à réunir et les victimes ont peur des représailles. Les mécanismes de plainte dans les universités sont souvent gérés par les collègues mêmes des accusés. C'est un circuit fermé où l'impunité est la règle et le courage une condamnation sociale.

Conclusion : Pour une révolution de la dignité

La lutte contre la corruption en République Démocratique du Congo, portée par l'initiative GRACE de l'ONUDC, ne pourra réussir si elle occulte la dimension du genre. On ne peut pas parler de transparence administrative si le corps des femmes reste une marchandise de bureau.

Il est impératif de briser ce cycle par trois actions concrètes :

1. L'institutionnalisation de cellules de plainte anonymes et indépendantes dans chaque établissement d'enseignement et chaque entreprise, gérées par des comités mixtes.
2. La criminalisation stricte de la sextorsion avec des peines d'interdiction définitive d'exercer pour tout enseignant ou cadre reconnu coupable.
3. La protection des lanceuses d'alerte pour que dénoncer un « vieux papa » ne signifie plus la fin d'une carrière, mais le début d'une justice.

© *2026* Patricia KASOKI. *Tous droits réservés. Publié pour la première fois dans le cadre du Concours de rédaction pour les jeunes de la République Démocratique du Congo organisé par l'initiative GRACE (Initiative globale pour l'éducation et l'autonomisation des jeunes en matière de lutte contre la corruption) de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, en mars 2026. Aucune partie de cet essai ne peut être reproduite ou republiée sans l'autorisation écrite de l'auteur.*

Tant que la réussite d'une femme congolaise sera entachée par le soupçon du "sexe pour les points", notre éducation restera un mensonge et notre justice un simulacre. Il est temps que le mérite redevienne la seule devise de notre République. Pour que demain, plus aucune jeune fille ne soit obligée de changer d'école pour pouvoir, simplement, apprendre à compter sans avoir à se vendre.

© 2026 Patricia KASOKI*. Tous droits réservés. Publié pour la première fois dans le cadre du Concours de rédaction pour les jeunes de la République Démocratique du Congo organisé par l'initiative GRACE (Initiative globale pour l'éducation et l'autonomisation des jeunes en matière de lutte contre la corruption) de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, en mars 2026. Aucune partie de cet essai ne peut être reproduite ou republiée sans l'autorisation écrite de l'auteur.*